

Analyses 2009



Quels enjeux au Rwanda à l'approche des échéances électorales ?

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
Rue Maurice Liétart 31/6
B-1150 Bruxelles Belgique
Tél. +32 (0) 2 738 08 01
Fax: +32 (0) 738 08 00
info@justicepaix.be www.justicepaix.be

Quels enjeux au Rwanda à l'approche des échéances électorales ?

Situation particulière du Rwanda

Les trois pays d'Afrique centrale – la République démocratique du Congo, le Burundi et le Rwanda - ont connu des élections ces dernières années, mais la situation du Rwanda est particulière : en effet, même si les situations dans ces pays sont différentes, le Burundi et le Congo ont connu des élections qui ont été reconnues par la Communauté internationale comme démocratiques et transparentes, ce qui n'a pas été le cas des élections au Rwanda.

Ce dernier n'est pas ce que l'on peut appeler une démocratie, loin s'en faut.

Alors quels sont les enjeux des élections – notamment présidentielles – qui auront lieu le 9 août 2010 ? Quelle est la situation actuelle dans le pays ? C'est ce que le Groupe Afrique centrale de Justice et Paix a voulu aborder dans cette analyse, suite à la mission au Rwanda d'un de ses membres, et la rencontre de représentants politiques, de la société civile, de la population...

Précisions

Toute personne connaissant le Rwanda sait qu'il n'est pas aisé de recueillir des témoignages dignes de foi. Il règne dans le pays un climat qui n'est pas propice aux confidences de prime abord, tellement les gens ont peur d'émettre des critiques à l'égard du régime au pouvoir, ou sur la situation qu'ils vivent. Chacun se méfie de ses collègues, de ses voisins, parfois même des membres de sa propre famille...

Quels partis politiques au Rwanda ?

Le FPR – Front patriotique rwandais -, au pouvoir au Rwanda depuis la fin du génocide, avec Paul Kagame à la présidence depuis ce même moment, est « le » parti politique au Rwanda, ultra-majoritaire, en tout cas sur le papier.

De nouveaux partis politiques ont quand même vu le jour :

- les Verts, mais ils ne se sont pas encore enregistrés
- le PS Imberakuri (Parti social Imberakuri) de Bernard Ntaganda, mais qui connaît de nombreux problèmes internes
- l'Alliance Démocratique RUIA
- le parti Victoire Ingabire (un parti créé par des femmes rwandaises)
- le Parti Politique Banyarwanda.

Mais si on analyse un peu, on voit par exemple que le dernier parti cité, le Parti Politique Banyarwanda, demande entre autre le dialogue inter-rwandais, or ce dialogue est tabou au Rwanda, le moins qu'on puisse dire est qu'il n'est pas bien vu de parler de ce sujet.

En réalité, le FPR a la mainmise sur tout ce qui se passe dans le pays. Ce parti est présent partout, et ramifié jusqu'à la base. La population n'a dans les faits que peu le choix d'adhérer ou pas au parti. Autrement dit, le choix existe bel et bien officiellement, il n'y a aucune obligation de soutenir ou pas le parti, mais si les gens n'y adhèrent pas, ils sont souvent inquiétés dans la rue, voire même jusque chez eux ! Le FPR effectue des visites de maison en maison. Donc les gens s'y inscrivent, mais plus pour avoir la paix que par conviction. Ce que nous venons de dire n'empêche pas qu'un certain nombre de personnes soutiennent

réellement, par conviction, ce parti. Le FPR a stoppé le génocide de 1994 des Tutsis et des Hutus modérés ; il a pris le pouvoir à cette époque et ne l'a pas quitté depuis. Pour une frange de la population, il reste le rempart contre la violence génocidaire.

Le FPR organise son congrès national, mais aussi des congrès provinciaux, communaux et même par districts. Or pour les autres partis politiques, il est quasi impossible d'organiser des congrès au niveau des districts puisqu'il est dangereux pour la population de se déclarer comme « non-FPR ».

Quand certains osent émettre des critiques contre le FPR ou contre la politique du gouvernement, donc contre le régime au pouvoir, l'étiquette de divisionnisme ou de génocidaire leur est vite collée, ce qui les expose au devant de gros risques et tracasseries.

Bon nombre de représentants des sociétés civiles de la Communauté internationale dénoncent le fait que le régime au pouvoir, sous des vocables comme par exemple « réconciliation nationale », « utilisent » *in fine* le génocide comme instrument de contrôle, pour empêcher toute voix discordante.

Quelques éléments de la situation au Rwanda

Développement du pays

Toute personne arrivant au Rwanda par l'aéroport de Kigali s'en rendra compte : la ville de Kigali s'est très fort développée ces dernières années. La capitale est devenue une véritable « vitrine » du pays, au point de susciter l'étonnement : la plupart des visiteurs s'accordent à dire que la ville est belle - « *on se croirait dans une grande ville occidentale !...* » -, propre, et aussi sûre : tout le monde peut s'y promener même le soir, sans être inquiété.

De même, de grands axes routiers ont été aménagés et permettent de se déplacer plus aisément.

Cependant, le reste du pays, et surtout les régions rurales, n'ont pas (encore ?) connu le même développement, loin s'en faut. Beaucoup y voient un développement à deux vitesses, où la capitale est fort privilégiée.

Un pays avec une histoire de 15 ans ?

Toute l'histoire du Rwanda avant le génocide de 1994 semble être ignorée. Ce qui est grave à nos yeux, mais aussi pour l'évolution du pays, c'est que l'histoire semble même être réécrite, avec la vision du régime au pouvoir.

Les Gacacas

Nous avons déjà parlé des Gacacas dans des analyses précédentes, y compris le fait qu'elles sont largement décriées... Nous n'y reviendrons pas ici. Nous voulons juste signaler que, même si de bons jugements ont été émis, des Rwandais estiment aussi à mots couverts qu'elles ont plutôt fait empirer la « situation ethnique », alors que c'est le contraire que le gouvernement veut officiellement : gommer le caractère ethnique dans la population rwandaise. Alors que les Gacacas ont été instaurées pour rendre justice, des Rwandais craignent des injustices par les verdicts qu'elles émettent. Elles ont créé de la méfiance entre les gens, qui n'ont plus confiance dans les autorités.

Or ces Gacacas ont été soutenues notamment par la Belgique et l'Union européenne. Nous leur reprochons le fait de n'avoir pas réalisé une évaluation en profondeur de ces Gacacas ; si

elles l'avaient faite, elles auraient vu les injustices et auraient dû stopper leur soutien, ou du moins le conditionner.

L'enseignement

Le régime au pouvoir a choisi d'angliciser davantage le Rwanda : l'enseignement est de plus en plus donné en anglais ; et quand il ne l'est pas encore, les professeurs reçoivent un délai pour pouvoir donner leurs cours dans cette langue. Cependant, pas mal de professeurs qui n'étaient pas capables de faire leur travail en anglais ont déjà été écartés.

Notons d'ailleurs que le Rwanda s'est tourné récemment vers la Communauté des pays d'Afrique de l'Est, qui est anglophone.

L'approche de la Communauté internationale

Cette approche est divisée.

Un argument qui rend l'approche favorable au gouvernement du Président Kagame, et qui est régulièrement entendu chez certains responsables politiques de l'Union européenne ou de certains gouvernements occidentaux, est la « bonne gouvernance ». Il revient souvent que, pour un pays africain, le régime au pouvoir constitue en quelque sorte une performance remarquable dans la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption.

Certains représentants diplomatiques considèrent le Rwanda comme un nouveau pays, où tout était à refaire. Ils estiment dès lors que la situation actuelle est bien meilleure que celle qui prévalait en 1994. Même si ces responsables reconnaissent par exemple des lacunes notamment au niveau des Gacacas, pour eux le gouvernement du président Kagame va dans la bonne direction. Toujours selon eux, le divisionnisme a conduit au génocide, et maintenant il faut un certain dirigisme pour faire progresser le pays.

Mais selon certains, le gommage volontaire et officiel des ethnies n'est pas une bonne chose. (Ouvrons une parenthèse : notre Groupe Afrique centrale sait en effet (nous renvoyons les lecteurs à des analyses précédentes du Groupe consacrées au Rwanda) que sous le « gommage officiel » du caractère ethnique au Rwanda, l'ethnie tutsie est en fait bien souvent privilégiée. Cependant, il semblerait même que la division sociétale ne se fasse plus toujours entre caractère ethnique hutu ou tutsi, mais bien entre riches et pauvres. Les personnes de l'entourage du Président Kagame sont également privilégiées.)

Bien souvent l'Histoire a montré que lorsqu'un groupe important de la population d'un pays n'avait pas accès à vie politique et sociale, il était difficile d'obtenir une paix durable dans ce pays.

Des représentants diplomatiques pensent que tôt ou tard le Rwanda devra s'ouvrir à la démocratie, ce qui n'est bien sûr pas le cas actuellement. Mais ils considèrent qu'il faut donner du temps au pays, aux dirigeants...

Après le rapport de l'ONU de décembre 2008, les Pays-Bas et la Suède ont réagi : la Suède a pris la décision d'interrompre le support budgétaire (cependant, son aide totale n'a pas diminué) et les Pays-Bas ont décidé de suspendre leur appui budgétaire.

Conclusion

Même pour certains représentants politiques occidentaux qui considèrent qu'il n'y a pas de raisons de critiquer le Rwanda pour les politiques menées... la mise en application de ces politiques est quand même critiquée à mots couverts.

A l'approche des élections au Rwanda, et si les conditions internes ne changent pas d'ici-là (août 2010), pour notre Groupe Afrique centrale la seule question qui maintient le suspens est : avec quel score le Président Kagame va-t-il gagner les élections ? En effet, tant que le régime ne s'ouvrira pas démocratiquement, en laissant davantage de place aux partis politiques, aux médias « de tout bord » et à la société civile, les élections resteront sans réels enjeux.

Finalement, c'est peut-être en interne, à l'intérieur de ses propres rangs au FPR, que le régime du Président Kagame a le plus à craindre politiquement parlant.

Le Groupe Afrique de Justice et Paix
Décembre 2009.